

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie n°2023-04 relative à l'évolution des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

Contribution du médiateur national de l'énergie

Le médiateur national de l'énergie précise qu'il n'a pas de compétence sur les prestations à destination des responsables d'équilibre. Il ne se positionnera donc que sur les évolutions envisagées par la CRE concernant les prestations à destination des consommateurs (hors questions 6 et 7 sur la prestation de décompte) et des producteurs.

Prestations à destination des consommateurs

Le médiateur national de l'énergie est favorable aux grilles tarifaires des prestations de « *Mise en service sur raccordement existant* » et « *Relevé spécial* » proposées par la CRE (questions 1 et 3). Il soutient la proposition de la CRE de permettre aux consommateurs équipés d'un compteur évolué silencieux de bénéficier de la prestation de « *Relevé spécial* » gratuitement deux fois par an.

Il considère toutefois que les consommateurs qui ne sont pas équipés d'un compteur évolué en raison de contraintes techniques imputables à ENEDIS ne doivent pas être pénalisés et que les prestations des GRD devraient être leur être facturées au même prix qu'à ceux qui sont équipés d'un compteur évolué.

En outre, le médiateur national de l'énergie estime que les consommateurs qui emménagent dans un logement non équipé d'un compteur évolué ne devraient pas être pénalisés financièrement pour la facturation des frais de mise en service par le refus de leurs prédécesseurs dans le logement.

Si l'alimentation électrique a été maintenue à la date de l'emménagement, la mise en service devrait pouvoir être réalisée sans être conditionnée à la pose d'un compteur Linky. Dans ce cas, elle serait facturée au tarif « *compteur non évolué* » mais le médiateur propose qu'elle puisse faire l'objet d'un remboursement si un compteur Linky est posé dans le délai de 3 mois suivant la mise en service.

S'agissant des propositions de la CRE de prendre en compte dès août 2023 la baisse des coûts de mise en service à la suite d'un raccordement nouveau (question 2), de maintenir la tarification actuelle de la prestation « *Activation de la télé-information client* » (question 4), et de supprimer les prestations devenues obsolètes de « *Mise en place d'un système de télé-report des index* » et de « *Remplacement du compteur par un compteur électronique avec activation de la télé-information du compteur* » (question 5), le médiateur national de l'énergie y est également favorable.

Prestations à destination des producteurs

Le médiateur national de l'énergie est favorable aux baisses de prix proposées par la CRE pour les prestations à destination des producteurs impactées par le déploiement des compteurs évolués (question 9) et l'introduction d'une prestation non facturée « *Changement de nature de contrat* » dans le catalogue des prestations d'ENEDIS (question 10).

Divers

Les consommateurs équipés d'un compteur évolué peuvent bénéficier de délais de réalisation des prestations plus courts lorsque ces dernières sont télé-opérées. Or, les délais qui figurent dans les catalogues des prestations des gestionnaires de réseaux sont inchangés, malgré la généralisation des compteurs évolués (par exemple : 5 jours pour une mise en service dans le délai standard).

Le médiateur national de l'énergie rappelle la demande qu'il a déjà formulée à deux reprises, dans ses réponses aux consultations publiques de la CRE du 4 novembre 2015 et du 12 octobre 2022 sur les principes de tarification des prestations annexes relatives aux systèmes de comptage évolué, de réduire les délais standard de mise en service (et plus globalement de toutes les prestations télé-opérables) à J+1 pour les consommateurs équipés de compteurs communicants (lorsque la prestation peut être télé-opérée, c'est-à-dire hors cas nécessitant une intervention sur le disjoncteur ou un changement monophasé / triphasé).

Plus généralement, avec le déploiement généralisé des compteurs communicants, il conviendrait que la CRE fixe des délais maximum (plutôt que standards) pour l'ensemble des prestations, et révisé à la baisse le niveau des surcoûts des prestations réalisées en express ou en urgence.